Immigration

Notre capacité d'accueil dépend de notre volonté



PHOTO MARTIN BERNETTI, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

« Les sécheresses, les inondations, la dégradation des terres agricoles et les phénomènes météorologiques extrêmes provoqueront des déplacements croissants », écrit l'auteur.

Paul Perrault suggère de ne pas perdre de vue nos responsabilités

4 articles restants ce mois-ci

Se connecter gratuitement

nécessité d'un point de vue démographique d'accueillir des immigrants.

Publié le 8 octobre



PAUL PERRAULT
Économiste

Le débat québécois sur l'immigration porte principalement sur notre capacité d'accueil. On invoque, avec raison, la pénurie de logements, la pression sur les écoles, l'engorgement du système de santé et les défis de l'intégration linguistique. Ces problèmes sont réels et exigent des réponses.

Mais notre réflexion ne peut s'arrêter au nombre de personnes que nous pouvons accueillir dans les conditions actuelles. Elle doit aussi tenir compte de notre responsabilité envers celles qui cherchent ailleurs la sécurité et un avenir meilleur.

Les sociétés industrialisées ont largement contribué au dérèglement climatique, qui fragilise déjà les conditions de vie de nombreuses populations.

Les sécheresses, les inondations, la dégradation des terres agricoles et les phénomènes météorologiques extrêmes provoqueront des déplacements croissants. Le Québec ne peut évidemment pas répondre seul à ces bouleversements ni accueillir sans planification. Il ne peut toutefois se soustraire à l'effort collectif.

Cette responsabilité rejoint une réalité propre au Québec : le vieillissement de sa population et la disparition de son accroissement naturel.

Les plus récentes données de l'Institut de la statistique du Québec sont éloquentes. En 2025, environ 78 200 enfants sont nés au Québec, tandis que 80 450 personnes sont décédées. Pour la deuxième année consécutive, les décès ont dépassé les naissances.

4 articles restants ce mois-ci Se connecter gratuitement

Le déficit demeure modeste, mais la tendance est claire. La fécondité reste bien en dessous du seuil de remplacement des générations, tandis que les personnes nées durant le baby-boom atteignent des âges où la mortalité augmente.

Jusqu'à récemment, cette transformation demeurait presque invisible. La population continuait d'augmenter grâce aux migrations internationales : immigrants permanents, travailleurs temporaires, étudiants étrangers et demandeurs d'asile. L'immigration n'a donc pas créé le problème démographique du Québec. Elle en a retardé les manifestations les plus visibles.

Croissance migratoire

En 2025, la diminution du nombre de résidents non permanents, combinée au déficit naturel et aux mouvements interprovinciaux, aurait entraîné une légère baisse de la population québécoise. Dès que l'apport migratoire diminue, la tendance sous-jacente réapparaît.

La croissance migratoire rapide des dernières années a dépassé notre capacité à construire des logements et à adapter les services publics. Il est donc légitime de vouloir mieux planifier les arrivées. Mais notre capacité d'accueil n'est pas immuable. Elle dépend de nos choix. Construire davantage, renforcer les services, accélérer la reconnaissance des compétences, investir dans la francisation et mieux répartir l'immigration permettraient de l'accroître.

La question n'est donc pas seulement de savoir combien de personnes nous pouvons accueillir aujourd'hui, mais quels efforts nous sommes prêts à consentir pour les accueillir dignement.

Notre histoire devrait nous inciter à la prudence lorsque nous parlons de fermer nos portes. En 1939, le Canada a refusé d'accueillir les passagers du *Saint Louis*, presque tous des Juifs fuyant les persécutions nazies. Le navire est retourné en Europe et 254 de ses passagers ont ensuite été assassinés pendant l'Holocauste. Le gouvernement canadien a présenté des excuses officielles en 2018.

Après la guerre, le Canada a accueilli environ 186 000 personnes déplacées, que l'on appelait les « DP », pour *displaced persons*. Malgré des débuts souvent difficiles

4 articles restants ce mois-ci Se connecter gratuitement

elles se sont intégrées, ont travaillé, fondé des familles et contribué durablement à la société.

Les situations historiques ne sont pas identiques. Les migrations actuelles ne peuvent être assimilées aux déplacements provoqués par la Seconde Guerre mondiale. Cette histoire nous rappelle néanmoins que l'immigration ne doit pas être jugée uniquement selon les pressions ressenties au moment de l'arrivée, mais aussi selon sa contribution au cours des générations suivantes.

Projets de famille

Reconnaître l'importance de l'immigration ne signifie pas qu'elle doive constituer le seul instrument de notre politique démographique. Le Québec doit également se demander pourquoi les jeunes adultes ont moins d'enfants ou retardent leur projet familial.

Nous disposons déjà d'outils importants, notamment les services de garde subventionnés, le Régime québécois d'assurance parentale et les allocations familiales. Mais le coût des logements, l'endettement, l'instabilité professionnelle et les difficultés de conciliation entre le travail et la famille freinent encore de nombreux projets.

Une politique nataliste moderne ne devrait pas dicter les choix personnels. Elle devrait permettre aux Québécois d'avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent sans que les contraintes économiques les obligent à y renoncer.

Cela suppose notamment des logements adaptés aux familles, un accès réellement universel aux services de garde et un meilleur soutien lors de la naissance d'un deuxième ou d'un troisième enfant.

Il serait toutefois illusoire d'opposer natalité et immigration. Même si une politique familiale ambitieuse entraînait rapidement une remontée des naissances, ses effets sur la population active ne se feraient sentir que dans une vingtaine d'années. Entre-temps, le vieillissement se poursuivra.

L'immigration répond à une partie de nos besoins immédiats, tandis qu'une

4 articles restants ce mois-ci Se connecter gratuitement

de ces deux leviers.

Il devrait donc se doter d'une véritable politique démographique coordonnant l'immigration, le soutien aux familles, le logement, la francisation et le développement régional. La question n'est pas de choisir entre accueillir de nouveaux Québécois et favoriser la naissance d'enfants, mais de combiner ces deux voies pour assurer la continuité démographique, économique, linguistique et culturelle de notre société.

Notre responsabilité envers les générations futures – celles qui naîtront ici comme celles qui viendront y reconstruire leur vie – devrait désormais être au cœur du débat.

Qu'en pensez-vous ? Participez au dialogue

© La Presse Inc. Tous droits réservés.

4 articles restants ce mois-ci

Se connecter gratuitement